

Aux frontières de l'exception tunisienne

Majel Bel Abbes, petite localité du Sud tunisien, non loin de la frontière algérienne, illustre les limites du modèle économique tunisien et son échec à redistribuer les richesses.

La mort d'un enfant de six ans des suites des complications d'une hépatite A, le 20 avril dernier, aura été le drame de trop pour Majel Bel Abbes. Cette bourgade de neuf mille habitants, isolée au milieu des plaines semi-arides, au sud de Kasserine, à quelques kilomètres de la frontière algérienne, a déclenché une grève générale largement suivie, cinq jours plus tard, pour attirer l'attention du gouvernement. Le petit Montassar Aloui est la troisième victime de cette maladie, dont le symptôme le plus connu est la jaunisse, dans les régions pauvres du centre de la Tunisie. « Cette infection contagieuse est liée au manque d'eau potable. L'épidémie s'est déclarée depuis les derniers mois de 2016 et touche surtout les zones urbaines des régions de Kasserine à Sidi Bouzid », explique Ali Rabhi, infirmier principal du petit hôpital local.

« C'est le signe de l'échec du gouvernement, tranche Abdallah Ltifi, le coordinateur local de l'Union des diplômés chômeurs. Nos écoles n'ont pas d'eau potable. Nous n'avons pas de station d'épuration des eaux. Nous n'avons pas non plus d'agences de la Steg (la compagnie nationale d'électricité, NDLR) ni de la Sonede (la compagnie de distribution des eaux, NDLR), pas de banque... » Les pancartes brandies lors de la grève générale affichent le bilan social de la région (délégation) de Majel Bel Abbes : « 1.600 diplômés chômeurs sur 32.000 habitants », « 43 % de personnes en dessous du seuil de pauvreté, pour 16 % au niveau national »...

Le gouvernement a certes lancé une campagne de vaccination et de prévention pour enrayer l'épidémie, mais le malaise est bien plus profond et la protestation de Majel Bel Abbes n'est que l'un des signes de la colère qui a gagné,

courant avril, la Tunisie de l'intérieur. Du Kef, au nord-ouest, à Tataouine, tout au sud, à proximité de la frontière libyenne, en passant par Gafsa et Kairouan, les mouvements sociaux se sont

multipliés.

« En zone rouge »

Sous pression du FMI pour baisser ses dépenses publiques (et notamment sa masse salariale, « l'une des plus élevées au monde »), l'Etat n'a plus de marge de manœuvre. Il semble également incapable d'inverser la tendance historique à la captation des richesses du pays par la côte. L'une des revendications à Majel Bel Abbes est que l'Etat consacre 10 % des bénéfices de l'entreprise publique (Sergaz) chargée d'acheminer le gaz algérien vers l'Italie par un gazoduc qui traverse la délégation de Majel Bel Abbes. Perçu comme une forme d'égoïsme régionaliste depuis Tunis, ce type de revendications, de plus en plus fréquentes, apparaît localement comme le seul moyen de redistribuer les richesses et de remédier ainsi au manque d'inclusion économique et sociale, raison structurelle et historique de la frustration sociale de cette « autre Tunisie ».

Les jeunes de Majel Bel Abbes vivent cette exclusion de manière très concrète. « Des négociants de Sfax (la capitale économique de la côte, NDLR) viennent acheter notre huile d'olive à 5 dinars le litre et la revendent le double, déplore Abdallah Ltifi. Nous sommes dans une région où la terre est fertile, mais l'Etat n'investit pas pour développer l'agriculture. Pour trouver l'eau, il faut des forages profonds, mais pour obtenir un prêt pour le financer, il faut avoir au moins dix hectares. Ensuite, il faut surmonter une montagne de démarches administratives pour lesquelles il faut aller à Kasserine, à

soixante kilomètres, voire à Tunis à plus de six heures de route. On ne peut pas investir dans une activité commerciale ou industrielle : pour les banques, nous sommes en zone rouge. On ne peut avoir de crédit que pour ouvrir un café. En plus la banque impose ses fournis-

seurs qui surfacturent leurs prestations. » Pour tenter sa chance dans le privé, il faut aller à Tunis où, sans relation, un candidat, même diplômé, originaire de l'intérieur n'aura guère de chance.

Paris ou contrebande

Depuis 2011, l'Etat use à grande échelle d'expédients pour absorber le chômage de masse. Notamment le dispositif des « chantiers ». En réalité des emplois sans contrat ni sécurité sociale, auprès de différentes administrations. Ils concernent près de cinq cents personnes à Majel Bel Abbes et sont rémunérés une misère (entre 200 et 400 dinars par mois, soit entre 80 et 160 euros). Taïeb Garraoui est payé 332 dinars, pour travailler comme jardinier, éboueur ou gardien de nuit, parfois jus-

qu'à 12 heures par jour. Quant au dernier mécanisme d'emploi aidé créé par le gouvernement en mars, le contrat Al Karama (dignité), il semble un sésame inaccessible dans une région où les entreprises privées sont rarissimes.

Pour s'en sortir, les habitants de Majel Bel Abbes, s'ils ne possèdent pas de terre, ont peu d'options. Soit l'espoir de décrocher la timbale avec les paris internationaux en ligne, dont les gains payés sur des comptes en euros alimentent un marché de devises parallèles. Soit la contrebande avec la frontière algérienne. Les pick-up chargés d'essence et sans plaque d'immatriculation parcourent les rues de la ville en toute impunité. « Tous ces trafics sont contrôlés par quelques hommes d'affaires, explique Abdallah Ltifi. On reconnaît facilement leurs maisons, ici ce sont les seules à étages. Ils travaillent pour le compte des grandes fortunes à Tunis ou à Sfax, avec des protections politiques. Ici la police est de mèche avec eux et les laisse agir librement. C'est le même système mafieux que la révolution n'a pas réussi à détruire. » ■

THIERRY BRÉSILLON



REPORTAGE
MAJEL BEL ABRES
DE NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL

l'expert « L'élite établie entend garder la main sur les postes clés »

ENTRETIEN

L'ONG International Crisis Group (ICG) vient de publier un rapport consacré aux interférences entre luttes politiques et économiques, « La transition bloquée : corruption et régionalisme en Tunisie ». Michael Ayari, analyste principal d'ICG pour la Tunisie, décrypte les tensions sociales à la lumière des conclusions de son enquête.

Dans son allocution de mardi, le chef de l'Etat, Beji Caïd Essebsi, a annoncé le recours à l'armée pour protéger les sites d'extraction des ressources naturelles et mettre fin au blocage par les conflits sociaux. Notamment à Tataouine, près de la frontière libyenne, où un sit-in contrôle la route d'accès aux sites pétroliers du Sud. Qu'est-ce qui est

en jeu dans ce conflit social ?

Il cristallise toutes les tensions actuelles en Tunisie. D'abord le mécontentement social dû à la marginalisation de la région et à l'augmentation du chômage liée au non-renouvellement des contrats de forage pétroliers.

Mais le problème se situe au-delà de la répartition des budgets de l'Etat en faveur du développement des régions. Des mesures ont été mises en place pour créer des emplois dans la fonction publique mais elles n'ont rien changé. La frustration des hommes d'affaires locaux joue aussi un rôle non négligeable dans ces tensions. Ils utilisent la fibre régionaliste pour reven-

diquer le marché autour du contrôle parce qu'ils s'estiment lésés. La bureaucratie use de son pouvoir discrétionnaire pour favoriser l'élite économique établie et notamment celle des régions privilégiées du Sahel et de Tunis en lui réservant les agréments, les crédits, les marchés publics... ce qui maintient les régions intérieures dans le sous-développement.

C'est un problème à l'échelle de la Tunisie. Il faut que les secteurs protégés soient ouverts à la concurrence nationale et non plus réservés à des chasses gardées.

Beji Caïd Essebsi présente pour

la troisième fois depuis fin 2015 un projet de « réconciliation économique », déjà retiré deux fois faute de soutien politique, alors que l'Instance Vérité Dignité dispose déjà d'un mécanisme d'arbitrage pour les crimes économiques commis durant l'ancien régime que l'Etat refuse d'utiliser. Comment concilier la lutte contre l'impunité et l'objectif de relance économique invoqué par le chef de l'Etat ?

Le véritable problème qui entrave le développement économique, alimente les conflits sociaux, polarise le jeu politique c'est que l'élite économique établie entend garder la main sur les postes clés de l'administration qui lui permettent de contrôler l'accès aux marchés au détriment d'une classe d'en-

trepreneurs émergents à l'intérieur du pays, souvent cantonnée dans l'économie informelle. La compétition politique a pour but de s'approprier ces leviers au sein de l'Etat.

Une véritable réconciliation économique doit en réalité concerner ces élites et elle ne peut pas être imposée par le haut. Or, la manière dont est faite la loi de réconciliation proposée par Beji Caïd Essebsi donne l'impression qu'elle ne vise qu'à réintégrer le premier cercle de l'élite économique de l'époque de Ben Ali.

Le président de l'Instance supérieure indépendante des élections, Chafik Sarsar, a démissionné pour protester contre des atteintes aux « valeurs et principes fondateurs de la dé-

mocratie ». Or, la Tunisie est à huit mois de la tenue de ses élections locales. Quel est l'enjeu de ces élections ?

Il est très probable que la loi de décentralisation à venir donne aux autorités locales un pouvoir d'autorisations économiques qu'elles n'ont pas pour l'instant. C'est donc l'accès aux ressources de redistribution clientélistes, les équilibres régionaux entre élites qui se jouent dans ces élections. C'est un enjeu existentiel. Le consensus politique entre islamistes et anti-islamistes sera soumis à de très fortes tensions, y compris à l'intérieur de chaque camp, si la question de l'inclusion des élites émergentes n'est pas réglée. ■

**Propos recueillis par
TH. B.**